

ou de l'Union soviétique.

Il est manifestement temps de prendre du recul, de voir ce qu'une telle situation signifie dans les faits pour le Canada et de tracer notre voie pour l'avenir. Voilà pourquoi nous entreprenons de réviser notre politique étrangère à ce moment-ci. Il ne s'agit pas d'un luxe mais d'une tâche essentielle.

**Nature de la  
révision de  
notre politique  
étrangère**

Lors de ma première journée passée à l'édifice Pearson, en juin dernier, on m'a présenté un épais cahier d'information contenant environ 115 documents qui couvraient tous les domaines imaginables — politique, économie, sécurité, environnement, institutions — et qui soulevaient des questions ou portaient sur des problèmes touchant la position du Canada dans presque toutes les régions du monde. (Notons qu'en dépit de leur abondance, ils étaient loin d'épuiser le sujet.) Ce cahier confirmait ce que je savais déjà de façon générale; il reflétait la complexité de la scène internationale, le caractère imprévisible des événements et faisait ressortir à mes yeux la nécessité d'affirmer, de modifier ou de renforcer les positions canadiennes.

C'est dans ce contexte que j'en suis venue à la conclusion que la révision de notre politique étrangère devait commencer par la préparation d'un document dans lequel le Ministère des Affaires extérieures tenterait de donner aux Canadiens une vue réaliste du monde dans lequel nous vivons, de leur révéler la réalité politique, de souligner les changements survenus depuis dix ans et d'en déterminer les conséquences pour le Canada.

Ce document, maintenant est presque terminé; il évoque les forces dont le monde est le jeu, les motivations politiques, les variations des rapports de puissance et l'évolution des conditions économiques. Il soulève tout un ensemble de problèmes qui, me semble-t-il, doivent nous concerner tous. Son ton, parfois aussi provoquant que celui de certains des discours que j'ai prononcés récemment, ne devrait pas porter à en préjuger: ce document est destiné à stimuler la discussion.

Dans le même esprit et dans le cadre de cette révision de la politique étrangère du Canada, on élabore actuellement un deuxième document qui, publié en même temps que le premier, ne traitera pas, quant à lui, de la place du Canada dans un monde en évolution, mais de l'aide.

Le gouvernement a l'intention de confier bientôt ces documents, et peut-être d'autres encore, à un comité mixte spécial de la Chambre des communes et du Sénat. Je compte, pour ma part, faire participer ce comité aux préparatifs du Canada en vue de la réunion de révision de Madrid concernant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe prévue pour l'automne 1980.

Par cette initiative, le gouvernement entend poursuivre un double objectif: 1) aider à revitaliser le rôle du Parlement en regard de l'examen de la politique étrangère du Canada; 2) susciter dans l'ensemble du pays une discussion des questions de politique étrangère qui se posent aujourd'hui en donnant au plus grand nombre possible de personnes, la meilleure occasion de se faire entendre.